



Women in Europe for a Common Future | WECF

Sascha Gabizon
Directeur International
Women in Europe for a Common Future

Le 28 Avril 2008,

A l'attention de :

Monsieur Jean-Louis Borloo,
Ministre d'Etat, ministre de l'Ecologie, de l'Energie,
du Développement durable et de l'Aménagement du
territoire

Copie à:

Madame Nathalie Kosciusko-Morizet,
Secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie
Madame Roselyne BACHELOT
Ministre de la Santé de la Jeunesse et des Sports

Objet : La nécessité d'éliminer les pesticides les plus dangereux de la chaîne alimentaire européenne pour protéger les groupes les plus vulnérables contre des atteintes du système reproductif et des troubles de développement

Madame la Ministre,

Nous sollicitons par la présente votre soutien à la proposition de la Commission européenne visant à éliminer les pesticides les plus dangereux de la chaîne alimentaire européenne.

La proposition de réglementation sur les pesticides, telle qu'amendée par la Commission (11 mars 2008) propose des mesures spécifiques contre l'exposition à 23 des pesticides les plus dangereux présents dans les produits alimentaires européens. Ces produits chimiques, qui représentent actuellement moins de 5% des pesticides auxquels ont accès les agriculteurs européens, regroupent des produits aux effets cancérigènes, reprotoxiques, mutagènes avérés, ou reconnus comme perturbateurs endocriniens, et pour lesquels il n'existe pas de seuil d'exposition alimentaire sans danger.

Face à la pression continue et intense de l'Industrie des Pesticides, nous souhaitons attirer votre attention sur les points suivants:

- Les 23 pesticides que la Commission propose d'exclure des produits alimentaires européens sont tous classés par l'Union Européenne comme cancérigènes, mutagènes, reprotoxiques ou perturbateurs endocriniens, et représentent moins de 5% des 507 pesticides autorisés dans l'UE. Les impacts de ces produits chimiques sur le développement embryonnaire, du fœtus et du nourrisson peuvent s'avérer irréversibles et dans certains cas s'étaler sur plusieurs générations. Beaucoup de ces produits chimiques ont d'ailleurs été retirés de la vente par bon nombre d'Etats membres de l'UE.

WECF
Bijlstraat 445
NL - 3572 AW Utrecht
PO Box 13047, 3507 LA Utrecht
Phone: +31-30-23 10 300
Fax: +31-30-23 40 878
E-mail: wecf@wecf.eu

St. WECF, IvK Utrecht & Over.
Registratie nr. 41186799
Rekening 1266.45.11
Tenaamstelling: WECF
IBAN: NL96 RABO 0126 6451 16
BIC: RABONL2U
NGO status bij ECDSOC /United Nations



Women in Europe for a Common Future | WECF

Les preuves scientifiques des impacts négatifs sur la santé d'une exposition alimentaire à de faibles doses de pesticides dangereux sont nombreuses. Les pesticides connus pour leurs propriétés cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques sont particulièrement inquiétants. En effet, présents à faibles doses, ils peuvent contourner les mécanismes de défense cellulaires, et ainsi causer davantage de dégâts au système biologique que s'ils étaient présents à des doses plus élevées. Les perturbateurs endocriniens sont eux aussi connus pour être actifs à des concentrations très faibles, ils peuvent franchir la barrière placentaire, et on les a décelés dans le lait maternel. Ils peuvent causer de graves atteintes au développement de l'embryon, au fœtus et au nourrisson.

- Des traces de ces 23 pesticides que la Commission propose d'éliminer de la chaîne alimentaire ont été décelées dans près de 22% des produits alimentaires analysés en 2007 au cours du programme coordonné de surveillance alimentaire de l'UE. Ces pesticides sont sur la liste des produits alimentaires contaminants de tous les Etats membres; les fruits et légumes étant les plus touchés.
- Depuis 1993 quelques 129 nouveaux pesticides ont été introduits dans l'Union européenne. Très peu d'entre eux sont visés par la proposition d'élimination. La proposition de la Commission vise le retrait potentiel d'un nombre relativement peu élevé de substances actives, majoritairement plus anciennes : une approche à la fois progressive *et* proportionnée.
- L'Europe ne peut pas se permettre de payer le coût de l'inaction. Les coûts seront à la fois sanitaires et économiques si une part croissante de la population est forcée de lutter contre des maladies chroniques ou des troubles du système reproductif, et qu'une baisse du quotient intellectuel est observée chez les générations à venir.

Au regard des effets substantiels négatifs sur la santé liés aux expositions alimentaires à des pesticides dangereux, de la prévalence spécifique des ces substances dans la chaîne alimentaire européenne et de l'extrême vulnérabilité de l'embryon, du fœtus et du nourrisson face à ces dangers, Women In Europe For A Common Future presse les Représentants du Conseil des Ministres de soutenir les propositions de la Commission visant à éliminer certains pesticides des produits alimentaires européens.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous porterez à ces questions dans le contexte des discussions par le Conseil au sujet de ladite proposition de réglementation sur les pesticides.

Nous nous tenons à votre disposition pour tout renseignement que vous jugeriez utile, et vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre très respectueuse considération.

Sascha Gabizon
International Director, WECF
sascha.gabizon@wecf.eu
Tel: + 31 30 23 10 300

WECF
Bijlstraat 445
NL - 3572 AW Utrecht
PO Box 13047, 3507 LA Utrecht
Phone: +31-30-23 10 300
Fax: +31-30-23 40 878
E-mail: wecf@wecf.eu

St. WECF, IvK Utrecht & Omsl.
Registratie nr. 41186799
Rekening 1266.45.11
Tenaamstelling: WECF
IBAN: NL96 RABO 0126 6451 16
BIC: RABONL2U
NGO status bij E.O.S.O.C./United Nations